



PREMIER MINISTRE

*Pôle Stratégie, Médias et
Communication*

Paris, le 14 mai 2013

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le Premier ministre a reçu ce matin le collectif des associations unies pour une nouvelle politique publique du logement des personnes sans abri et mal logées, ainsi que le collectif Romeurope. Accompagné de Cécile Duflot, Manuel Valls et Marie-Arlette Carlotti, le Premier ministre a tenu à faire le point sur la situation des mal-logés à la sortie de l'hiver, ainsi que sur le dossier des bidonvilles.

Partageant avec les associations le constat d'une crise économique et sociale sans précédent, qui précarise un nombre grandissant de nos concitoyens, le Premier ministre a souligné l'impératif de solidarité que porte le gouvernement. Il a rappelé les engagements importants pris dès cette année : la fin de la gestion au thermomètre de l'hébergement d'urgence grâce à la création de plus de 6000 places d'urgence supplémentaires, de plus de 6000 places en logement adapté, de 4000 places en centre d'accueil pour demandeur d'asile. Au-delà des places d'hébergement, le Premier ministre a souligné l'importance du développement des alternatives à l'hôtel et l'enjeu de l'accompagnement du plus grand nombre vers le logement de droit commun. Sur ces différents points, le Délégué Interministériel à l'Hébergement et à l'Accès au Logement, Alain Régnier, doit formuler des propositions dans les semaines qui viennent.

Le Premier ministre a également précisé les contours de la concertation qui sera menée, sous l'égide du ministre de l'Intérieur, sur la politique de l'asile dans notre pays. Une mission parlementaire permettra à l'ensemble des acteurs, notamment associatifs, d'être pleinement associés à cette démarche de refondation.

Il a enfin dialogué avec les associations sur la question de l'accompagnement des familles vivant dans des bidonvilles et campements illicites. Exprimant sa tristesse à la suite du terrible drame de Lyon, le Premier ministre a rappelé la ligne politique équilibrée du Gouvernement : premièrement, un partenariat étroit avec le Gouvernement roumain, pour l'amélioration des conditions de vie et de retour des Roms dans leur pays d'origine ; deuxièmement, la nécessité de procéder à l'évacuation des campements illicites, notamment quand la situation sanitaire ou de sécurité l'exige ; enfin, le respect de la circulaire du mois d'août dernier sur l'anticipation de ces évacuations, associée à une volonté de mener une véritable politique d'intégration pour les familles qui ont vocation à rester en France, en rompant définitivement avec la stigmatisation d'une population en proie à la misère.

Contacts : 01 42 75 50 78/79 - 01 42 75 80 15
service.presse@pm.gouv.fr

Hôtel de Matignon - 57, rue de Varenne - 75007 PARIS